



Visite du DGA à la DNEF le 12/04/2022

Alors que l'évasion fiscale et la fraude fiscale n'ont jamais atteint un niveau aussi important, les moyens alloués au contrôle fiscal en personnel sont en diminution. Pire, avec la mise en place de la loi ESSOC et la création de l'examen de conformité fiscale, l'Etat se désengage !

Les suppressions d'emplois parmi les vérificateurs et les autres agents en charge du contrôle fiscal sont une des causes de la diminution du nombre de contrôles fiscaux : depuis le milieu des années 2000, plus de 3 000 emplois ont été supprimés dans les services de contrôle et de recherche ! A ces suppressions d'emplois s'ajoutent les vacances, c'est-à-dire les postes existants et budgétés, mais non occupés faute de recrutement suffisant.

Pour la CGT Finances publiques, l'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale passe par un renforcement des moyens humains, budgétaires et techniques de l'ensemble de la chaîne de contrôle intégrant la globalité des missions en passant par l'accueil, l'assiette, l'expertise, le contrôle et le recouvrement mais aussi par un renforcement des moyens pour la justice et son réseau (JIRS, PNF, Parquet). La coordination et l'échange de données participent à l'amélioration de la lutte contre la fraude fiscale.

Les missions dévolues à la DNEF sont au cœur de la lutte contre la fraude et comme vous avez pu le constater l'engagement et le professionnalisme des agents de la DNEF en sont un atout indéniable. Toutefois tous les ans, notre Direction connaît des suppressions d'emplois et une perte de sens dans nos missions notamment liée à des injonctions contradictoires sur les axes d'investigations ou sur la sélectivité des dossiers en matière d'enquêtes, de programmation et de contrôle.

La crise sanitaire a réaffirmé le rôle majeur de la Fonction publique en général de la DGFIP en particulier en termes de justice sociale, de solidarité, de santé, mais aussi d'efficacité économique. La DGFIP s'engage dans toujours plus de précarité par des embauches de contractuels en constante augmentation, en continuant les suppressions d'emplois de fonctionnaires, en dégradant les règles de gestion comme les possibilités de défense des agents.

POUR *le renforcement des moyens de lutte contre la fraude fiscale*



ENQUÊTES • FISCALES

1ere Organisation syndicale à la DNEF